



Brésil: Le danger des OGM, les intérêts des multinationales et la manipulation des médias

Par [Joao Pedro Stédile](#)

Mondialisation.ca, 19 juillet 2003

Courriel d'Information Attac No. 434, 15
juillet 2003 15 juillet 2003

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Environnement](#)

La société brésilienne est bombardée tous les jours de fausses nouvelles produites par les lobbies des grandes entreprises multinationales qui veulent nous imposer des semences transgéniques comme si c'était une nécessité, une question de progrès. Ils ne présentent que les supposés avantages et cachent les dangers pour le peuple et pour notre souveraineté nationale et alimentaire. Mais finalement, qu'est-ce qui est en jeu?

D'un côté nous avons les intérêts du profit et le contrôle du monopole des semences par les entreprises multinationales comme Monsanto, Cargill, Bunge, Du Pont, Syngenta, Bayer. De l'autre, les intérêts des agriculteurs honnêtes et du peuple brésilien. C'est là la véritable confrontation qui se trame sur la question des OGM.

Les entreprises et leurs lobbystes, dans leur ambition de contrôler l'agriculture brésilienne et de détenir le monopole des semences, en particulier du soja, du maïs, du blé, du tournesol et du coton, clament que les OGM sont plus productifs et plus rentables que la semence de leurs concurrents. Si le critère pour faire de l'agriculture est de se consacrer à des produits toujours plus rentables, alors ils ne devraient encourager que la plantation de tabac et de marijuana ! Les agriculteurs ont la responsabilité de produire des aliments. Et des aliments bons pour la santé, sans risque pour l'ensemble de la population.

Une variété de maïs transgénique a déjà été retirée du marché aux Etats-Unis à cause des préjudices causés à la santé humaine et animale. En ce qui concerne le soja, il n'y a à ce jour aucune étude qui donne des garanties, et donc, dans l'avenir nous pourrions voir aussi des conséquences sur la santé de l'homme. Et il est prouvé que, étant donnée la nécessité de combiner ces cultures avec l'utilisation intensive de l'agrotoxique Roundup, la vie du sol et de l'environnement seront affectés au fil des années.

C'est pour cette raison que depuis plus de quatre ans une action judiciaire est menée contre Monsanto, qui n'est parvenu à présenter aucune expertise qui prouve que son soja ne provoque aucun dommage à l'environnement brésilien, comme l'exige la Constitution.

Moins de 10% de la surface cultivée dans le monde fait appel à des semences transgéniques. 95% des OGM sont produits par seulement 3 pays : les Etats-Unis, le Canada et l'Argentine, où les multinationales américaines contrôlent le marché. Comment expliquer que tous les autres pays préfèrent le principe de précaution?

Dans le monde, et particulièrement en Europe et en Asie, les consommateurs sont contre la consommation des produits transgéniques, dont les effets sur la

santé ne sont pas garantis.

Nous sommes pour l'utilisation de la biotechnologie, de la même façon que les agriculteurs l'ont appliquée empiriquement tout au long de l'histoire de l'humanité. Mais nous sommes pour une biotechnologie responsable envers notre peuple et envers l'avenir de l'environnement.

Si nous pouvons nourrir notre peuple avec des produits d'autres semences plus sûres et salubres, pourquoi prendre des risques avec des OGM ? Rien que pour garantir les profits de Monsanto?

Monsanto essaye d'induire, par tous les moyens, la culture d'OGM au Brésil, parce-que c'est sa dernière chance. Aux Etats-Unis, il a subi une perte de plus de un milliard de dollars et ses actions sont tombées de 27% l'année dernière.

Il a reçu la pire des cotes à la bourse de New-York et il a encore l'impudence de vouloir faire payer des royalties aux exportateurs et aux agriculteurs brésiliens, qui ont été poussés à commettre deux crimes : planter illégalement sa semence de soja Roundup, passée en contrebande d'Argentine. Ils devraient faire payer la FARSUL, entité des grands propriétaires terriens argentins (« gauchos »), qui ont propagé la semence transgénique.

Le Brésil a besoin d'une législation qui garantisse le droit de protéger la santé publique et empêche les multinationales d'avoir le monopole de nos semences, mettant en danger la souveraineté nationale. Pour le moment, c'est la Mesure Provisoire (MP)113 qui est en vigueur, ayant été approuvée par la Chambre. Elle autorise temporairement le commerce du soja argentin (gaúcho) de cette récolte, mais maintient l'interdiction rigoureuse de la culture de toute semence transgénique à des fins commerciales. Le gouvernement est entrain de préparer une nouvelle loi définitive pour remplacer la MP, qui sera transmise au congrès le mois prochain.

Il faut un large débat dans toute la société brésilienne, y compris les consommateurs des villes, et que tous se manifestent et fassent pression sur le gouvernement et les parlementaires.

L'entreprise américaine Monsanto gaspille des millions en lobbying, en finançant des campagnes, en payant des voyages de délégations aux Etats-Unis, en faisant de la publicité dans les médias, en nourrissant journalistes et commentateurs seulement pour garantir ses profits. Nous espérons que le gouvernement et les parlementaires brésiliens pencheront du côté du peuple et non du côté du capital américain. Ceci est une affaire de santé publique et de souveraineté alimentaire nationale. Si le gouvernement et le congrès se trompent de camp, l'histoire et le peuple leur demanderont des comptes !

Joao Pedro Stédile. Dirigeant de MST (Mouvement des paysans sans terre) et de Vía Campesina Traduction. Eva Ibanez-Lago. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*) Copyright J Stedele 2003. Traduit et publié en espagnol par ALAI, Service d'information « Alai-amlatina », Agencia Latinoamericana de Informacion - ALAI info@alainet.org URL: <http://alainet.org> For fair use only/ pour usage équitable seulement .

La source originale de cet article est Courriel d'Information Attac No. 434, 15 juillet 2003
Copyright © [Joao Pedro Stédile](#), Courriel d'Information Attac No. 434, 15 juillet 2003, 2003

Articles Par : **Joao Pedro**
Stédile

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca